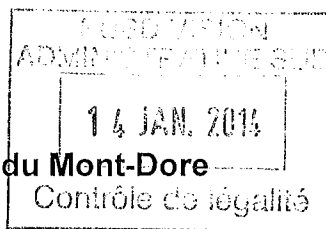


ARRETE DU MAIRE

N° 20/14 du 13 JAN. 2014

Portant réglementation de l'emploi du feu sur la commune du Mont-Dore**Le Maire de la Ville du MONT-DORE,
Officier de Police judiciaire,**

Vu la loi n°99-209 du 19 mars 1999 organique modifiée relative à la Nouvelle-Calédonie publiée au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999;

Vu la loi n°99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie publiée au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie le 24 mars 1999;

Vu le code pénal et notamment son article R.610-5 ;

Vu le code des communes de la Nouvelle-Calédonie, et notamment les dispositions de ses articles L.131-1, L.131-2.4, L.131-7, L.131-13 et L.132-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement de la province Sud ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie n°79 du 24 août 2012 relatif à l'évaluation de l'aléa « feux de forêt » en Nouvelle-Calédonie et aux mesures associées ;

Vu l'arrêté n°254/06 du 18 décembre 2006 réglementant l'utilisation de pétards et feux d'artifice de divertissement pendant la période de sécheresse sur la commune du Mont-Dore ;

Vu l'arrêté 471/11 du 19 décembre 2011 portant réglementation de l'emploi du feu sur la commune du Mont-Dore ;

Considérant qu'il convient de réglementer l'usage du feu sur le territoire de la commune du Mont-Dore dans le but d'assurer la sécurité des biens et des personnes et d'édicter toutes mesures de nature à assurer la prévention des incendies et, leur propagation afin d'en faciliter la lutte ;

Considérant qu'il convient de rendre obligatoire toute mesure de nature à limiter les Feux De Forêts (FDF) sur l'ensemble du territoire de la commune du Mont-Dore et leur incidence sur les personnes, les biens et l'environnement ;

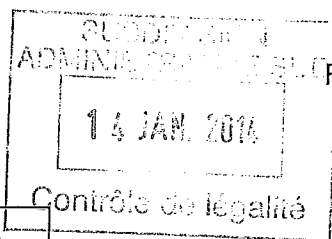
ARRETE

ARTICLE 1 Sur l'ensemble du territoire de la commune du Mont-Dore, il est interdit en tout temps et à toute personne de porter, d'allumer du feu, de jeter des objets en combustion ainsi que de fumer à l'intérieur, et ce, jusqu'à une distance de deux cents mètres (200m) des espaces naturels constitués, des forêts, bois, sous-bois, landes, broussailles, savanes, maquis, plantations ou reboisements.

ARTICLE 2 La réalisation de feux de destruction d'herbes ou de broussailles est autorisée en dehors de la période de sécheresse s'étendant du 1^{er} octobre au 31 mars, sous réserve que la commune ne soit pas en aléa « Feux de Forêt » (FDF) élevé et de respecter les modalités suivantes :

- Le feu ne peut être allumé que par temps calme (vitesse moyenne du vent inférieure à 12 nœuds), après le lever du soleil, et être éteint avant le coucher du soleil.
- Lorsque le feu est fait à une distance minimum de vingt mètres (20 m) des habitations, l'emplacement, ainsi que le pourtour du foyer, doivent au préalable, être décapés à sol nu, de telle manière que le feu ne puisse se propager ; en deçà de ces vingt mètres (20m), le feu doit obligatoirement être effectué dans un récipient adaptés (fût, tonneau etc.), avec à proximité un point d'eau obligatoire ;
- Les feux doivent être constamment et attentivement surveillés ;
- Les feux ne doivent être abandonnés qu'après avoir été complètement éteints par rejet de terre sur la périphérie et sur le foyer lui-même, qui doit-être totalement recouvert.

- ARTICLE 3** Tous les autres feux de végétation, notamment les feux de prospection minière et les feux d'ouverture de carrières, sont interdits.
- ARTICLE 4** **L'usage du feu à des fins non-domestiques** (est défini comme un usage domestique du feu son utilisation énergétique, à des fins alimentaires notamment, dans un environnement immédiat non naturel) à l'exclusion de celui défini à l'article 2 est déconseillé lors de l'aléa FDF élevé et interdit lors de l'aléa FDF très élevé.
- ARTICLE 5** En cas d'aléa FDF très élevé, les accès aux pistes donnant sur les parcs, sites, voies et zones protégées sont interdits à l'exception des ayants-droits y compris les pistes de la route de la montagne des sources du grand sud.
- ARTICLE 6** Les dépôts d'ordures étant souvent une cause d'incendie, il est interdit à toute personne d'abandonner, de déposer ou de jeter des ordures ménagères, détritiques, matériaux ou déchets en un lieu où elle n'est ni propriétaire, ni ayant-droit, et en particulier dans ou à proximité des espaces naturels visés par l'article 1.
- ARTICLE 7** Obligation est faite aux propriétaires de débroussailler, dans un rayon de cinquante mètres (50 m), les abords de leur habitation et de les maintenir dans cet état durant toute la période de sécheresse.
- ARTICLE 8** En cas d'intervention des agents du centre d'incendie et de secours, le ou les responsables ayant contrevenu au présent arrêté pourront se voir réclamer le remboursement des frais engagés par la ville, et ce, conformément aux tarifs fixés par la délibération municipale.
- ARTICLE 9** Sanctions pénales : tout contrevenant au présent arrêté est passible des peines prévues par la réglementation en vigueur et notamment par l'article R.610-5 du code pénal. Les infractions au présent arrêté seront constatées par les agents assermentés de la police municipale du Mont-Dore et de la gendarmerie nationale de la communauté de brigades du Mont-Dore.
- ARTICLE 10** Le présent arrêté abroge toutes les dispositions antérieures contraires et notamment l'arrêté susvisé n°471/11 du 19 décembre 2011. Il est inscrit au registre des actes de la Mairie, copie est adressée au Commissaire Délégué de la République pour la province Sud et publié par voie d'affichage partout où besoin sera.
- ARTICLE 11** Le Maire, la Commissaire délégué de la République pour la province Sud, le chef de la police municipale de la ville du Mont-Dore, le chef de corps du centre d'incendie et de secours de la ville du Mont-Dore, le commandant de Brigade de Plum et le commandant de la brigade de gendarmerie du Pont des Français, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.



Fait au Mont-Dore, le 13 JAN. 2014

Le Maire,

Eric GAY

Pour ampliation
le Chef du Service des *P.I.*
Affaires Générales

Laure HEZARD

AMPLIATIONS	
Subdivision administrative sud.....	1
Brigades de gendarmerie (PDF, PLUM).....	2
Cabinet du Maire.....	1
Direction de la Sécurité (service de la police municipale).....	1
Direction des Services Techniques et de Proximité.....	1
Direction administrative et financière (service des finances).....	1
SAG (registre + affichage).....	1
DITTT.....	1
JONC.....	1

Le maire certifie que le présent acte

ayant été transmis le 14 JAN. 2014

Au Commissaire Délégué

et notifié le

et/ou publié le 14 JAN. 2014

est exécutoire de plein droit